



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1987/11
12 novembre 1986

FRANCAIS
Original: ANGLAIS/ESPAGNOL/
RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-troisième session
Point 8 c) du projet d'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE, DANS TOUS LES PAYS,
DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES
DANS LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME
ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS ET ETUDE DES PROBLEMES PARTICULIERS
QUE RENCONTRENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT DANS
LEURS EFFORTS TENDANT A LA REALISATION DES DROITS DE L'HOMME
ET, NOTAMMENT :

LA PARTICIPATION POPULAIRE SOUS SES DIVERSES FORMES EN TANT
QUE FACTEUR IMPORTANT DU DEVELOPPEMENT ET DE LA REALISATION
INTEGRALE DE TOUS LES DROITS DE L'HOMME

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction	2
I. REPONSES RECUES DE GOUVERNEMENTS	3
Bahamas	3
Espagne	3
Union des Républiques socialistes soviétiques	5
II. REPONSES RECUES D'ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DE DEPARTEMENTS DU SECRETARIAT	9
Département de la coopération technique pour le développement	9
Université des Nations Unies	10
* * *	
Programme alimentaire mondial	11
III. REPONSES RECUES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	13
Centre de la paix mondiale par le droit	13

INTRODUCTION

1. Par sa résolution 1986/14 du 10 mars 1986, intitulée "La participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme", la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de présenter à la Commission, pour examen à sa quarante-troisième session, un rapport contenant les observations formulées par les gouvernements, les organes et institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations non gouvernementales sur l'étude relative à la participation populaire sous ses diverses formes en tant que facteur important du développement et de la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme (E/CN.4/1985/10 et Add.1 et 2).

2. En conséquence, par une note verbale datée du 25 juin 1986, le Secrétaire général a invité les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à formuler des observations sur l'étude susmentionnée, si possible pour le 15 octobre 1986. Parallèlement, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, par une lettre datée du même jour, a adressé une invitation analogue aux organes et institutions spécialisées des Nations Unies, et aux organisations non gouvernementales. Chaque note ou lettre était accompagnée d'une copie de la résolution 1986/14 de la Commission.

3. Conformément à cette résolution, le présent rapport du Secrétaire général contient les observations reçues au 1er novembre 1986 des gouvernements, des organes et institutions spécialisées des Nations Unies, et des organisations non gouvernementales concernant l'étude susmentionnée.

I. REPONSES RECUES DE GOUVERNEMENTS

BAHAMAS

[Original : anglais]
[27 octobre 1986]

D'une manière générale, les autorités bahamiennes partagent les idées exposées dans l'étude. Aux Bahamas, le concept de participation populaire est dûment reflété par la liberté d'organiser des syndicats pour la gestion du travail et par la participation de volontaires, de religieux et d'animateurs de communautés aux activités destinées à la jeunesse.

ESPAGNE

[Original : espagnol]
[30 septembre 1986]

Par la volonté de son peuple, l'Espagne s'est constituée en un Etat social et démocratique de droit. La souveraineté nationale réside dans le peuple espagnol, dont émanent tous les pouvoirs de l'Etat (Constitution, article premier, paragraphes 1 et 2). La dynamique démocratique du système politique espagnol l'amène logiquement à reconnaître à la participation populaire une importance capitale dans les divers aspects de l'organisation et du fonctionnement des institutions et partant, dans la réalisation des droits fondamentaux. A cet égard, le paragraphe 1 de l'article 10 proclame que "La dignité de la personne, les droits inviolables qui lui sont inhérents, le libre développement de la personnalité, le respect de la loi et des droits d'autrui, sont les fondements de l'ordre politique et de la paix sociale." Dans l'ensemble de ses articles, la Constitution espagnole de 1978 développe ce principe fondamental, qui a été ensuite complété par la législation prévue.

Dans le même texte fondamental, le paragraphe 2 de l'article 9 de la Constitution donne compétence aux pouvoirs publics pour "promouvoir les conditions pour que soient réelles et effectives la liberté et l'égalité de l'individu et des groupes auxquels il appartient", ainsi que pour "écarter les obstacles qui interdisent ou rendent difficiles leur plein exercice et faciliter la participation de tous les citoyens à la vie politique, économique, culturelle et sociale".

Conformément à l'article 6, "les partis politiques expriment le pluralisme politique, concourent à la formation et à la manifestation de la volonté populaire et sont un instrument fondamental pour la participation politique. Leur création et l'exercice de leur activité sont libres dans le respect de la Constitution et de la loi. Leur structure interne et leur fonctionnement devront être démocratiques."

La loi 54/1978 du 4 décembre 1978 constitue la législation applicable en la matière aux termes du paragraphe 1 de l'article premier de la Constitution qui proclame le pluralisme politique en tant que valeur supérieure de l'ordonnancement juridique espagnol.

Outre la participation populaire qui s'exprime par l'intermédiaire des partis politiques, la participation des citoyens aux affaires publiques est reconnue en tant que droit fondamental dans l'article 23, selon lequel "les citoyens ont le droit de participer aux affaires publiques directement ou par l'intermédiaire de représentants librement élus par des élections périodiques au suffrage universel". Ce même article reconnaît à tous les citoyens "le droit d'accéder dans des conditions d'égalité aux fonctions et charges publiques, selon les conditions requises par la loi." Seuls les étrangers sont exclus de ce droit fondamental, sauf les dispositions qui, sous réserve de critères de réciprocité, peuvent être établies par traité ou loi pour le droit de suffrage actif dans les élections municipales (paragraphe 2 de l'article 13).

Ces principes de base de l'Etat sont énoncés dans des dispositions de la Constitution qui ont fait l'objet de nombreuses normes législatives en vue de rendre réelle et effective la participation des citoyens : c'est ainsi que le paragraphe 1 de l'article 29 établit que "tous les Espagnols ont le droit de pétition individuelle ou collective, par écrit, dans la forme et avec les effets que la loi détermine" (la loi 92, du 22 décembre 1960 réglemente le droit de pétition dans la mesure où il n'est pas contraire à la Constitution).

L'article 48 fait figurer parmi les principes directeurs de la politique sociale et économique, "les conditions d'une participation libre et efficace de la jeunesse au développement politique, social, économique et culturel."

L'article 92 dispose que "les décisions politiques d'une importance spéciale pourront être soumises au référendum consultatif de tous les citoyens". Le même article prévoit une loi organique en vue de déterminer les conditions et la procédure des diverses modalités de référendum prévues dans la Constitution et à cet effet, la loi organique 2/1980, du 18 janvier 1980, relative à la détermination des diverses modalités de référendum énoncées dans les dispositions constitutionnelles, établit les conditions et la procédure de référendum et les modalités de vote et de réclamation qui s'y rapportent.

La loi organique 3/1984 du 28 mars 1984 régissant l'initiative législative populaire établit la participation directe des citoyens au processus législatif en permettant au peuple de soumettre un projet de loi moyennant la présentation de 500 000 signatures, tout en respectant au maximum le rôle institutionnel des partis politiques en tant qu'organes de la manifestation de la volonté populaire et qu'instruments fondamentaux de la participation politique. La participation directe des citoyens à l'administration de la justice est reconnue à l'article 125 de la Constitution, où il est proclamé que "les citoyens pourront exercer l'action populaire et participer à l'administration de la justice à travers l'institution du jury, dans les cas et formes établis par la loi, ainsi qu'aux tribunaux coutumiers et traditionnels." L'exercice de l'action populaire par chaque citoyen lui permet de se constituer partie civile dans toute procédure judiciaire, même s'il n'a pas subi de préjudice personnel du fait du délit. En ce qui concerne la loi relative au jury, elle est actuellement en préparation.

La participation populaire à l'administration publique est prévue à l'article 129 en ce qui concerne la sécurité sociale et l'activité des organismes publics dont la fonction affecte directement la qualité de la vie ou le bien-être général. S'agissant des formes de participation dans l'entreprise, l'article 129 dispose que "les pouvoirs publics assureront la promotion efficace des diverses formes de participation dans l'entreprise et favoriseront, par une législation adéquate, les sociétés coopératives. Ils établiront également les moyens susceptibles de faciliter l'accès des travailleurs à la propriété des moyens de production." (Le Décret royal No 27/1978, du 16 novembre 1978, a approuvé le Règlement des sociétés coopératives).

Enfin, dans le cadre de la gestion des centres d'enseignement subventionnés par les fonds publics, la loi organique 11/1983, du 25 août 1983, relative à la réforme universitaire, conçoit l'université comme un service public organisé dans l'intérêt général de l'ensemble de la communauté nationale et de ses communautés autonomes respectives et, à cet effet, institue un conseil social pour garantir la participation des diverses forces sociales à l'administration de l'université, afin que celle-ci soit représentative des intérêts de la société et que tant les professeurs que les élèves soient responsables de ses actions, le but visé étant d'en faire "un instrument efficace de transformation sociale, au service de la liberté, de l'égalité et du progrès social, pour permettre de réaliser plus pleinement la dignité humaine."

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

[Original : russe]
[7 février 1986]

Au stade actuel, la stratégie du développement du système politique de la société socialiste soviétique consiste à perfectionner la démocratie soviétique, à réaliser plus pleinement le gouvernement socialiste du peuple par le peuple sur la base d'une participation journalière active et efficace des travailleurs, de leurs collectifs et de leurs organisations aux prises de décisions concernant la vie de l'Etat et de la société.

Une importance fondamentale est ainsi attachée à l'application systématique, dans l'administration de la société et de l'Etat, des principes d'autogestion socialiste; en d'autres termes, l'administration doit non seulement être conforme aux intérêts des travailleurs, mais à la législation et doit devenir progressivement une affaire concernant directement les travailleurs eux-mêmes, qui ne reconnaissent, selon les paroles de V.I. Lenine "d'autre pouvoir que leur propre union". Le citoyen soviétique dispose de toutes les possibilités voulues pour exprimer et réaliser sa volonté et ses intérêts et jouit de tous les bienfaits du socialisme.

Ce principe trouve son expression dans l'article 2 de la Constitution de l'URSS, qui dispose que "tout le pouvoir en URSS appartient au peuple. Le peuple exerce le pouvoir d'Etat par l'intermédiaire des Soviets des députés du peuple, qui constituent la base politique de l'URSS. Tous les autres organes d'Etat sont soumis au contrôle des Soviets des députés du peuple et dépendent d'eux." Par son contenu, l'article 5 de la Constitution selon lequel

"les questions les plus importantes de la vie de l'Etat sont soumises à la discussion populaire ainsi qu'au vote populaire (référendum)" se rapproche de l'article 2; en effet, si, dans ce dernier article, il s'agit du mécanisme permanent de la démocratie représentative, l'article 5 traite de la démocratie directe et sans intermédiaire : l'expression de la volonté du peuple concernant les questions les plus importantes de la vie de l'Etat par la discussion populaire ou le vote.

Conformément à l'article 48 de la Constitution de l'URSS "les citoyens de l'URSS ont le droit de participer à la gestion des affaires de l'Etat et des affaires sociales, à la discussion et à l'adoption des lois et décisions de portée fédérale et locale. La réalisation de ce droit est assurée par la possibilité d'élire et d'être élu aux Soviets des députés du peuple et autres organes électifs de l'Etat, de participer aux discussions populaires et aux référendums, au contrôle populaire, à l'activité des organes d'Etat, des organisations sociales et des organismes d'initiative sociale, aux assemblées des collectifs de travailleurs et aux assemblées locales."

Cet article de la Constitution est la clef de voûte de l'ensemble du système de démocratie socialiste soviétique, car dans le régime socialiste, comme l'a fait observer V.I. Lénine, "pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la masse de la population est appelée à participer de façon autonome, non seulement aux votes et aux élections, mais à l'administration courante."

Le droit des citoyens soviétiques de participer activement et efficacement à l'administration journalière de toutes les affaires de l'Etat et de la société, ainsi qu'à l'examen et à l'adoption des lois et des autres décisions d'intérêt national ou local est assuré par divers moyens et méthodes dont la plupart figurent dans la Constitution de l'URSS. Les articles 2, et 89 à 107 de la Constitution traitent du rôle des Soviets des députés du peuple, du droit des citoyens d'élire des députés et d'être élus, des droits et des obligations des députés. Ainsi, il ressort de l'article 94 de la Constitution que "L'activité des Soviets des députés du peuple est fondée sur la discussion et le règlement collégiaux, libres et concrets des questions, la publicité, les comptes rendus réguliers aux Soviets et à la population des organes exécutifs et administratifs et autres organes créés par eux ainsi que sur une large participation des citoyens à leur activité.

Les Soviets des députés du peuple et les organes créés par eux informent systématiquement la population de leur activité et de leurs décisions." Cette disposition constitutionnelle établit le système de principes authentiquement démocratiques qui régit les activités des Soviets : règlement libre et concret de toutes les questions, collégialité de l'élaboration et de l'adoption des décisions, publicité, lien étroit avec les masses, participation étendue des citoyens aux activités des Soviets, obligation de tous les organismes créés par les Soviets de leur rendre compte régulièrement de leurs activités.

Le droit d'élire et d'être élu dans d'autres organismes électifs d'Etat est notamment prévu par l'article 152 de la Constitution, relatif à l'électivité des juges et des assesseurs populaires. L'organisation de discussions et de votes populaires est régie par les articles 5, 108 et 114.

Le droit des citoyens de s'associer en organisations sociales et le rôle et la place de celles-ci dans la vie sociale sont développés dans les articles 6, 7 et 51 de la Constitution.

En outre, conformément à une disposition de la Constitution (article 8), la grande masse des travailleurs participe activement, par l'intermédiaire des collectifs de travailleurs, à la discussion et au règlement des affaires de l'Etat et des affaires sociales, à la planification de la production et du développement social, à la formation et à la répartition des cadres, à la discussion et au règlement des questions de gestion des entreprises et des administrations, d'amélioration des conditions de travail et de vie quotidienne, d'utilisation des fonds destinés au développement de la production ainsi qu'aux mesures sociales et culturelles et à l'encouragement matériel.

L'article 97 des Fondements de la législation du travail de l'URSS et des Républiques fédérées dispose que les ouvriers et employés participent à la gestion de la production par l'intermédiaire des syndicats et des autres organisations sociales, des organes du contrôle populaire, des réunions générales, des associations de production, des conférences et des diverses formes d'initiative sociale des ouvriers et employés.

On trouvera des renseignements plus détaillés sur les droits des collectifs de travailleurs dans la réponse précédemment adressée par l'URSS à la demande du Secrétaire général de l'ONU (voir document E/CN.4/1985/10/Add.1).

L'Union soviétique suit systématiquement une politique visant à enrichir les formes du pouvoir populaire, à assurer une participation massive de toutes les couches de la population du pays à la gestion de l'Etat, à rassembler les principes nationaux et sociaux dans un système d'administration collective. De nombreuses questions concernant la vie sociale sont résolues par les organes de l'Etat compte tenu de l'opinion des organisations sociales ou en accord avec elles. Ces organisations participent au contrôle des travaux des organismes d'Etat. Conformément à l'Article 113 de la Constitution, l'initiative des lois appartient aux organisations sociales en la personne de leurs organes fédéraux.

Les syndicats soviétiques possèdent des droits et des possibilités étendus en matière de détermination des objectifs économiques, sociaux et culturels.

Ils disposent d'organes d'inspection technique et juridique investis de pleins pouvoirs, concluent des contrats collectifs, convoquent des réunions permanentes concernant la production, ainsi que des assemblées de travailleurs, et possèdent de larges pouvoirs en matière de défense des droits des travailleurs. Conformément au Règlement sur les droits du comité syndical de fabrique, d'usine ou local, ratifié par Décret du Presidium du Soviet suprême de l'URSS en date du 27 septembre 1971, le comité est habilité à participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans, à entendre les rapports des dirigeants sur l'exécution du Plan d'Etat et les obligations lui incombant en vertu du contrat collectif, à exiger la disparition des lacunes signalées et à soulever devant les organisations compétentes, le cas échéant, la question de la destitution ou de la sanction des dirigeants qui ne remplissent pas les obligations découlant du contrat collectif ou qui

contreviennent à la législation du travail. Aucun travailleur ne peut être licencié par l'administration sans l'accord préalable du comité syndical. Toutes les questions relatives à la réglementation juridique du travail, du repos et du salaire sont réglées par les organismes d'Etat avec la participation des syndicats, de concert avec eux et compte tenu de leur opinion. Les syndicats disposent de vastes possibilités pour la protection de la santé et l'organisation du repos des travailleurs et gèrent également les assurances sociales d'Etat.

Les syndicats fixent leurs propres statuts, élisent leurs organes dirigeants à partir de la base, déterminent les formes et les méthodes de leurs activités. Leurs droits sont énoncés et garantis par la Constitution de l'URSS (Articles 7, 51 et 113), par les Fondements de la législation du travail de l'Union soviétique et des Républiques fédérées, par les recueils de lois concernant le travail dans les Républiques fédérées. L'Article 51 de la Constitution dispose que les citoyens ont le droit de s'associer en syndicat et garantit les conditions de la réalisation de leurs objectifs statutaires. L'Article 7 établit la participation des syndicats à la gestion des affaires de l'Etat et des affaires sociales, au règlement des questions politiques, économiques, sociales et culturelles. L'Article 10 protège les biens des syndicats nécessaires à la réalisation de leurs tâches statutaires (bâtiments, imprimeries, sanatoriums, stades, restaurants, moyens de transport, etc.).

Les organisations coopératives (kolkhozes, coopératives de consommation et de construction de logements) jouent également un rôle actif dans la vie de l'Etat et de la société soviétique, de même que les unions culturelles et les autres sociétés bénévoles qui exercent des activités dans le cadre du régime juridique établi par la Constitution de l'URSS et d'autres lois. Leurs travaux sont fondés sur les principes de l'association bénévole, de l'autogestion et de l'initiative de leurs membres.

Un instrument important de la démocratie socialiste est le contrôle populaire, qui représente l'une des formes de participation à la gestion des affaires de l'Etat et des affaires sociales les plus accessibles pour la grande masse des travailleurs. L'organisation et la structure des activités des organes du contrôle populaire sont définies par la loi sur le contrôle populaire de l'URSS, adoptée par le Soviet suprême de l'URSS le 30 novembre 1979. Conformément à cette loi, les organes du contrôle populaire sont établis par les Soviets des députés du peuple compétents ou par les collectifs de travailleurs.

Ainsi, la conformité des organismes d'Etat et des groupes sociaux aux lois intérieures du système politique de l'URSS est à la base de son unité. Ces lois reposent sur l'intensification maximale de l'activité et de l'initiative des masses laborieuses. Ce principe trouve son expression à l'article 9 de la Constitution de l'URSS, qui dispose que "l'orientation fondamentale du développement du système politique de la société soviétique est l'approfondissement continu de la démocratie socialiste : une participation plus large des citoyens à la gestion des affaires de l'Etat et de la société, le perfectionnement de l'appareil d'Etat, l'intensification de l'activité des organisations sociales, le renforcement du contrôle populaire, l'affermissement de la base juridique de la vie de l'Etat et de la société, l'élargissement de la publicité, la prise en considération permanente de l'opinion publique."

Les dispositions susmentionnées de la législation soviétique montrent qu'en URSS, la suprématie de la propriété socialiste et du système d'économie socialiste crée les conditions et les possibilités concrètes indispensables pour permettre à chaque citoyen soviétique de participer à la gestion du patrimoine national en tant que propriétaire de plein droit. A titre d'exemple, on peut également citer l'article 39 de la Constitution, qui dispose que "les citoyens de l'URSS jouissent dans toute leur plénitude des libertés et droits sociaux, économiques, politiques et personnels proclamés et garantis par la Constitution de l'URSS et les lois soviétiques. Le régime socialiste assure l'extension des droits et des libertés, l'amélioration constante des conditions de vie des citoyens au fur et à mesure de l'exécution des programmes de développement social, économique et culturel."

On peut rattacher à ces droits le droit au travail - c'est-à-dire celui de recevoir un emploi garanti, dont la rémunération est fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni et n'est pas inférieure au minimum fixé par l'Etat (article 40); le droit au repos (article 41); le droit à la protection de la santé, grâce à une assistance médicale qualifiée et gratuite octroyée dans des établissements médicaux d'Etat (article 42); le droit à la sécurité matérielle dans la vieillesse, en cas de maladie ou de perte complète ou partielle de la capacité de travail, ainsi qu'en cas de disparition du soutien de famille, droit qui est garanti par la sécurité sociale (article 43); le droit au logement, assuré par le développement et la protection du Fonds d'habitat de l'Etat et des organisations sociales (article 44); le droit à l'instruction, assuré par la gratuité de toutes les formes d'instruction et l'instruction secondaire générale obligatoire pour la jeunesse (article 45); le droit à bénéficier des réalisations de la culture (article 46), etc..

La Constitution de l'URSS garantit la liberté politique de chaque citoyen : liberté de parole, de la presse, de réunions, de meetings, de défilés et de manifestations de rues (article 50); la liberté de conscience, c'est-à-dire le droit de professer n'importe quelle religion ou de n'en professer aucune (article 52). L'inviolabilité de la personne (article 54) et du domicile (article 55) est garantie aux citoyens de l'URSS. Tous les organes d'Etat, toutes les organisations sociales et tous les fonctionnaires sont tenus de veiller au respect de la personne et de protéger les droits et libertés des citoyens (article 57).

Ainsi, en Union soviétique, le statut juridique des personnes, joint à l'unité des intérêts fondamentaux de la société socialiste et de ses membres, permet d'assurer efficacement la participation massive de la population à la gestion de toutes les affaires politiques et sociales du pays.

II. REPONSES RECUES D'ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DE DEPARTEMENTS DU SECRETARIAT

DEPARTEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT

[Original : anglais]
[7 octobre 1986]

Le Département de la coopération technique pour le développement est chargé d'exécuter des projets d'assistance technique dans plusieurs domaines essentiels et ne s'occupe pas directement, sur le plan concret, des questions

des droits de l'homme proprement dites, comme le fait, par exemple, le Centre des droits de l'homme. Néanmoins, la notion de droits de l'homme est inhérente aux activités d'assistance technique et les projets du Département dans le domaine du développement rural intégré, en particulier, qui visent à améliorer la situation socio-économique et les conditions de vie dans les régions rurales, reposent sur le principe de la participation communautaire et populaire à tous les aspects de la prise de décision, ainsi qu'à la réalisation d'activités concrètes influant sur la vie de ces régions. Dans ce contexte, le Département a tenu à Genève, au mois de décembre de l'année dernière, un séminaire interrégional sur le thème d'une approche communautaire au développement rural.

Le Département de la coopération technique pour le développement reste attaché à la notion de participation populaire sous ses diverses formes, en laquelle elle voit un facteur important pour le développement et la pleine réalisation des droits de l'homme.

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES

[Original : anglais]
[15 juillet 1986]

Dans le cadre de son grand projet intitulé "Paix et transformation à l'échelle mondiale", l'Université des Nations Unies (UNU) a identifié les droits de l'homme et la survie culturelle comme un domaine d'études important. Elle étudie en particulier les relations existant entre les droits de l'homme et la survie culturelle, d'une part, et le processus de militarisation, le rôle de l'Etat, la crise économique mondiale, les conflits sur les ressources naturelles et le rôle de la science et de la technique, d'autre part. Les recherches effectuées dans les réseaux de l'UNU font apparaître une tendance mondiale croissante à la violation des droits économiques, sociaux et culturels de nombreuses communautés et de nombreux groupes et minorités. Ces droits sont amputés au nom de la sécurité nationale et de la construction du pays. Ils sont également restreints par le processus de "développement", car, dans nombre de cas, les stratégies de développement adoptées ne conviennent pas aux sociétés où elles sont appliquées. Ainsi, dans les régions habitées par des populations tribales, l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles conduisent à la violation des droits économiques, sociaux et culturels de ces populations. Enfin, l'introduction de la science moderne marginalise, voire exclut les systèmes de connaissances des peuplades autochtones et la technologie moderne les prive de leurs moyens de subsistance et de leurs modes de vie traditionnels.

Cependant, les études réalisées dans le cadre du projet de l'UNU révèlent également l'émergence d'une tendance contraire. Les victimes des violations des droits de l'homme s'organisent de plus en plus fréquemment en une série de mouvements locaux, notamment dans les pays du tiers monde. A l'heure actuelle, ces mouvements sont souvent centrés sur un seul problème et tendent à s'isoler les uns des autres; cependant, leurs membres prennent de plus en plus conscience des rapports qui existent entre les causes qui ont entraîné la violation des droits. Cet important projet de l'UNU vise à faire apparaître les interactions cachées et à suggérer les moyens les plus efficaces pour inverser la tendance à la violation des droits économiques, sociaux et culturels.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

[Original : anglais]

[10 octobre 1986]

Le Programme alimentaire mondial (PAM) considère la participation populaire comme un élément vital et comme une partie intégrante tant de ses projets de développement que des opérations d'urgence; en effet, le succès des activités visant à améliorer les conditions matérielles et sociales des populations démunies dépend en définitive du renforcement de l'autosuffisance au niveau local. Les activités ordinaires de conception, de surveillance et d'évaluation des projets du PAM sont centrées de plus en plus sur la mobilisation des populations démunies en vue d'une amélioration soutenue de leurs conditions matérielles et sociales.

Il existe de nombreux exemples de l'appui apporté par le PAM aux initiatives de participation et d'autonomie des populations démunies. Une approche typique des projets réalisés avec l'aide du PAM est le recours à l'effort personnel. Le projet peut être fondé entièrement sur cette approche (comme le projet de logement destiné à des groupes sociaux à faible revenu qui a été réalisé dans la République dominicaine) ou l'on peut y recourir pour exécuter les éléments des projets plus importants, tels que les projets d'établissement ou à multiples fins.

Les projets d'auto-assistance appuyés par diverses formes d'aide alimentaire portent notamment sur les domaines suivants : logement pour les groupes sociaux à faible revenu et amélioration des zones et des services collectifs; construction d'équipements hydrauliques et d'installations sanitaires; mise en place d'autres infrastructures sociales, telles que dispensaires, garderies d'enfants et centres communautaires; établissement de stocks de bois de chauffage pour le village et construction de petits réseaux d'irrigation, débroussaillage et bonification des terres. Dans tous ces projets, on fait appel à la mobilisation volontaire de la main-d'oeuvre pour contribuer à une activité collective ou individuelle directement profitable aux ménages individuels et à l'ensemble de la communauté. Dans ces projets, l'aide alimentaire sert de stimulant à l'action communautaire ou constitue un moyen de valoriser le temps de travail ou les contributions en espèces. C'est ainsi que, dans les projets d'établissement bénéficiant d'une aide du PAM, une aide alimentaire est fournie aux agriculteurs saisonniers jusqu'à ce que leurs parcelles de terre ou leurs terres collectives deviennent productives, ainsi que pour développer l'infrastructure sociale et économique et les services.

L'appui apporté à la participation populaire par le PAM se traduit aussi par la création ou le renforcement des organisations coopératives et des associations communautaires de petits agriculteurs et de non-propriétaires. Dans la conception de ces projets, l'organisation d'associations de femmes ou leur intégration aux structures coopératives en place prennent une importance croissante en tant qu'objectifs explicites.

C'est ainsi qu'en Bolivie, l'aide du PAM aux Clubs de mères, qui visait initialement à améliorer la nutrition, a pris progressivement la forme d'un appui aux petites entreprises. Un fonds autorenouvelable a été créé grâce à la vente de produits alimentaires aux membres du Club à des prix inférieurs

d'un tiers à ceux du marché, en vue de fournir une source de crédit pour les entreprises de production et de groupes de services, telles que les boulangeries et blanchisseries destinées aux indigents des régions urbaines, et de permettre la construction de centres communautaires et d'un moulin à huile et l'achat collectif de terres agricoles destinées à la culture, au petit élevage, à la production laitière et aux pêches. Sur les 120 clubs bénéficiant d'une aide du PAM (qui groupent 54 000 femmes), 25 sont maintenant dotés du statut juridique de coopératives. Dans un autre cas, en Turquie, une aide alimentaire est fournie pour encourager les femmes à participer au mouvement de coopératives rurales existant et leur donner une formation en matière de gestion des coopératives.

En Mauritanie, l'aide alimentaire contribue à la création d'organisations de femmes et de précoopératives locales dans les zones urbaines et rurales. Une formation professionnelle est assurée dans plusieurs domaines de la production et de la gestion et un fonds autorenouvelable a été créé pour soutenir les services de puériculture et financer les fournitures initiales et les autres dépenses de production. Dans l'Inde, 2 millions de femmes exploitant des entreprises de petites dimensions, dont beaucoup étaient organisées en coopératives de production laitière, ont été la cheville ouvrière d'un projet de production laitière bénéficiant d'une aide du PAM.

En coopération avec l'OIT et le Gouvernement norvégien, le PAM appuie un certain nombre de projets groupés sous le sigle ACOPAM, qui sont mis en oeuvre dans cinq pays membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal). Ces projets visent à renforcer les organisations coopératives et leurs activités. On prévoit l'extension de cet appui aux autres pays membres du CILSS : Gambie, Guinée-Bissau et Tchad. Une consultation qui s'est tenue à Oslo concernant le projet ACOPAM est parvenue à la conclusion que "la participation effective de la population au développement du Sahel était ... indispensable pour une croissance indépendante et auto-entretenu (et que) dans ce contexte, les femmes avaient un rôle vital à jouer". Dans le Sahel, le projet ACOPAM est principalement centré sur les activités coopératives en matière de gestion des terres et des eaux et sur l'autosuffisance alimentaire fondée sur l'autonomie, ainsi que sur les problèmes de développement qui y sont liés.

Outre le soutien important qu'il apporte aux populations de réfugiés résultant de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, le PAM s'intéresse également à d'autres groupes de population subissant des tendances insidieuses.

Pour protéger les populations démunies et vulnérables contre les pressions inflationnistes de la récession mondiale, ou pendant la réalisation de programmes d'ajustement structurel (ainsi qu'en cas de sécheresse ou d'autres situations de crise), le PAM s'efforce, avec des résultats encourageants d'apporter une aide alimentaire dans le cadre de plans de stabilisation des prix qui protègent les consommateurs pauvres des régions rurales et urbaines, tout en maintenant des prix attrayants pour les producteurs agricoles. Cette aide, qui permet d'assurer les besoins alimentaires des ménages (en accroissant le pouvoir d'achat des populations démunies et le rendement des petits exploitants agricoles) consolide un droit fondamental de l'homme : le droit aux moyens de survie. Un Séminaire parrainé

par le FISE et le PAM a examiné d'autres moyens efficaces permettant à l'aide alimentaire de protéger et de renforcer à la fois les populations démunies, en particulier les femmes et les enfants, grâce à une action basée sur l'autosuffisance et l'autonomie, face à des difficultés économiques prolongées.

L'efficacité des opérations d'urgence du PAM dépend également des stratégies traditionnelles ou spontanées adoptées par les ménages vulnérables pour faire face aux catastrophes naturelles ou causées par l'homme. C'est ainsi qu'au Tchad, les femmes ont utilisé une partie de l'aide alimentaire en tant qu'apport de matières premières pour créer des boulangeries, afin d'assurer la poursuite des livraisons de pain aux groupes de population éprouvés. Dans la région frontalière entre la Thaïlande et le Kampuchea, l'association des femmes khmères s'est chargée de distribuer des dons alimentaires et de créer des services sociaux et sanitaires pour les soins aux enfants, aux handicapés et aux personnes âgées.

Le PAM s'attache à renforcer l'efficacité de son aide d'urgence et à créer les conditions nécessaires pour prévenir ou atténuer les effets des crises sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. A cette fin, il étudie une série de problèmes qui se situent à l'interface situation d'urgence-développement, dans le cadre desquels les préoccupations essentielles sont centrées sur une compréhension plus profonde des stratégies de survie des ménages et sur l'identification préalable des lieux, des caractéristiques socio-économiques et des besoins des ménages vulnérables.

Des rapports sur l'interface situation d'urgence-développement ont été soumis à l'organe d'administration du PAM et cette question a fait l'objet de plusieurs rapports présentés à un séminaire du PAM et de la Banque africaine de développement sur l'aide alimentaire dans les régions africaines au sud du Sahara, qui s'est récemment tenu à Abidjan.

Le PAM s'appuie également sur une large coopération des organisations non gouvernementales locales et internationales et participe au Groupe de la participation populaire de l'Equipe spéciale chargée du développement rural, qui relève du Comité administratif de coordination.

III. REPONSES RECUES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

CENTRE DE LA PAIX MONDIALE PAR LE DROIT

[Original : anglais]

[9 juillet 1986]

Bien qu'il soit difficile de formuler une définition universelle de la "participation populaire", le Centre de la paix mondiale par le droit estime que l'étude a bien défini le concept et ses prolongements pour toutes les nations et à tous les stades de développement. Elle fait également ressortir l'importance de la participation populaire pour le bien-être des peuples et des nations. Le Centre de la paix mondiale par le droit estime que la participation populaire est un moyen d'assurer la paix et de protéger les droits de l'homme.